

Interview Urbanisme : «On aimerait que de grandes voix universitaires nous donnent des repères»

Maire de Dunkerque et ancien ministre du Logement, Patrice Vergriete revient sur la parole essentielle des chercheurs dans la politique de la ville.

Maire de Dunkerque, président de la communauté urbaine de Dunkerque, président de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, Patrice Vergriete a été ministre délégué en charge du Logement (juillet 2023-janvier 2024), puis en charge des Transports dans le gouvernement de Gabriel Attal. Engagé dans l'action publique locale, il a un parcours original puisqu'il est à la fois polytechnicien, ingénieur général des ponts, et l'un des rares élus à avoir réalisé une thèse sur la ville. Soutenue en 2013, celle-ci portait sur «La ville fiscalisée : politiques d'aides à l'investissement locatif, nouvelle filière de production du logement et recomposition de l'action publique locale en France (1985-2012)». Il nous livre ici sa vision de la recherche vis-à-vis de l'action publique.

En quoi votre travail de thèse vous a-t-il aidé dans vos fonctions de maire, mais aussi de ministre délégué au Logement ?

J'avais étudié en milieu de carrière les politiques d'aides fiscales à l'investissement locatif, et je me suis retrouvé, au ministère du Logement, à être le seul à avoir réalisé une thèse sur ce sujet ! Cela m'a évidemment beaucoup aidé. Notamment, en termes de crédibilité face aux promoteurs immobiliers. J'avais même démontré que ces aides avaient fait émerger un nouveau modèle économique d'urbanisme. Cela m'a apporté aussi un recul extraordinaire sur les différents dispositifs fiscaux.

La recherche universitaire est donc utile aux décisionnaires publics à la tête des collectivités territoriales...

Sans la recherche, on n'avancerait pas beaucoup ! Le premier objectif pour une ville, ce sont les innovations techniques que la recherche en sciences peut nous apporter, en particulier sur la décarbonation ou l'adaptation de nos territoires aux défis climatiques. La recherche participe aussi pour les élus à l'aide à la décision. Je pense notamment à Efficacity - un institut pour la transition écologique qui fait le lien entre les industriels et la recherche - dont je suis le président, et qui produit des logiciels pour aider les élus dans leurs décisions. Cela nous permet, par exemple, d'avoir un thermomètre de la décarbonation de nos projets d'aménagement dès leur phase de conception. Ou encore d'optimiser les solutions pour améliorer la performance énergétique de nos bâtiments. Tout cela nous est extrêmement précieux.

Il existe aussi une autre dimension de la recherche qui me semble très utile. Aujourd'hui, notre population est un peu perdue. Les personnes ont du mal à retrouver des repères, à se reconfigurer une vision positive du monde. Je trouve qu'il nous manque de grandes voix qui nous éclairent. J'attendrais des chercheurs qu'ils nous apportent des clefs de compréhension. Le Giec l'a fait en exprimant une parole forte sur le changement climatique, mais il n'y a pas que ce sujet-là. On aimerait que de grandes voix universitaires nous donnent des repères, dénués de prise de position politique. A l'heure actuelle, on laisse une trop grande part à l'émotion au détriment de la raison. C'est dans ce cadre que la parole des chercheurs me paraît essentielle.

Quelles sont les thématiques pour lesquelles la recherche sur la ville vous est nécessaire ?

Lorsque vous menez un travail de recherche sur plusieurs années, vous avez cette capacité à dépasser ce que j'appellerais «le niveau de l'écume» : ces idées préconçues qui, dès que l'on creuse, se révèlent fausses. Quand j'ai souhaité rendre gratuits les transports publics à Dunkerque par exemple, beaucoup de voix se sont élevées

contre ce projet. Mais quand on étudie de plus près le dossier, grâce aux travaux des chercheurs comme ceux de Maxime Huret notamment, on comprend rapidement que les éléments que l'on vous oppose ne tiennent pas la route. Il existe de nombreux sujets pour lesquels les opinions se forment à partir de préjugés très superficiels. Grâce, aux travaux des chercheurs, ces préjugés sont vite battus en brèche.

C'est d'autant plus vrai que la ville est un objet complexe, souvent façonné en urbanisme par des «modes de faire». Je prendrai l'exemple du tramway, car à une époque on ne jurait que par lui ! Sauf qu'on oubliait que créer un réseau de tramway ça coûte extrêmement cher et que pour certaines villes ça n'est pas du tout adapté. Chez nous à Dunkerque, la gratuité des bus s'est avérée une solution beaucoup plus efficace. Malheureusement, très souvent les modes s'imposent aux élus, sans qu'ils puissent prendre le temps d'y réfléchir. Ils doivent agir vite. C'est pour cela que la recherche nous est indispensable car elle nous offre de la prospective et des comparaisons avec ce qui se fait ailleurs.

Sur le logement, comment la recherche peut-elle vous aider à trouver des solutions ?

En France, on pose le sujet en disant qu'il n'y a pas assez de logements. Soit. Mais si je raisonne à l'échelle nationale, il existe en France plus de logements que de ménages. Le problème c'est que la demande de logements se concentre dans les métropoles, alors qu'elle s'est effondrée dans les petites et les moyennes villes. Quand j'étais ministre délégué au Logement, je regardais cette question sous l'angle de l'aménagement du territoire. Je suis convaincu que l'on pourrait aider à régler en partie ce problème en réorganisant notre territoire, c'est-à-dire en allant chercher les logements là où ils existent déjà. Là encore, la recherche peut nous aider à prendre du recul, à «dézoomer», à modifier la manière dont on aborde un sujet, afin d'y réfléchir différemment.



Patrice Vergriete à Paris, le 11 juin 2025.